

Le Point Franz-Olivier Giesbert

Comment les démocraties finissent



À force de réclamer des RIC, RR, voire une nouvelle Constitution, pour remédier à la crise des Gilets jaunes, les Français mettent leur démocratie en danger.

La France est un pays étrange où, quand surviennent des crises économiques et sociales, il y a toujours des consensus pour... refaire les institutions ! Une manière d'ajouter encore plus de désordre aux difficultés du moment.

Quel est le rapport avec la choucroute ? Qui peut croire sérieusement que l'avènement d'une VI^e République résoudrait la crise des gilets jaunes ? Tel est le dernier délire à la mode, comme s'il suffisait de rédiger une nouvelle Constitution (la quinzième, quatorze ayant été appliquées) pour que les contestataires quittent leurs ronds-points et retournent vaquer à leurs occupations.

Pour faire bon poids, les esprits faux, espèce en voie de prolifération, proposent aux Français de se vautrer dans une sorte de fébrilité « démocratique » en s'adonnant à la « référendite » grâce au référendum d'initiative citoyenne (RIC) et au référendum révocatoire (RR) qui nous permettraient de vivre sous le régime de la campagne électorale permanente en votant à tout bout de champ, matin, midi et soir. Avec, il va de soi, des taux d'abstention record.

La doxa nous interdit de dire du mal de ces débilites que sont le RIC et surtout le RR, machine à faire tomber les élus : elles sont dans l'air du temps où triomphe le populisme, c'est-à-dire la démagogie, et où l'on a oublié que trop de démocratie tue la démocratie. Démocratie, que de bêtises on commet en ton nom !

La Constitution de la V^e République est une magnifique construction qui fonctionnerait à merveille si nous ne l'avions pas saccagée en décidant notamment, par référendum, en 2000, de réduire le mandat du chef de l'Etat de sept à cinq ans : ainsi avons-nous abaissé la fonction présidentielle tout en américanisant notre système politique, désormais condamné au court-termisme.

Dans la foulée, notre société ne cesse d'affaiblir toutes les catégories d'élus, souvent considérés comme des « profiteurs », voire des « pourris. » D'où la proposition stupide du RR qui permettrait de les révoquer à tout moment, là encore par référendum, sacré solution miracle. Voilà le monde où nous allons, sous le signe d'Orwell : le samedi, c'est gilets jaunes ; le dimanche, référendum ; le lundi... RTT.

Un problème se pose ? Pour le régler, faisons un référendum ! À croire que le référendum permettra de relancer la croissance, créer des emplois, réformer l'école, supprimer les gaspillages, engager la baisse des dépenses publiques, réduire l'endettement du pays, remettre en état de marche un Etat obèse. On se pince.

La démocratie n'est pas un droit immuable, mais un combat de tous les instants. Nous autres Français, nous sommes convaincus que notre pays est la mère patrie de la démocratie et des droits de l'homme. A juste titre. Mais, par pitié, n'oublions pas que nous sommes aussi la mère patrie de la minorité agissante qui, avec l'aide de la populace, autrement dit quelques milliers de sans-culottes robespierristes et avinés, fut à l'œuvre pendant la Révolution française.

L'histoire de la Révolution française est l'histoire d'un rapt perpétré par un groupe préléminent - la Montagne, aidée par les Jacobins - contre la Gironde, sorte de social-démocratie avancée et régionaliste avant l'heure. C'est un scénario que l'on a pu observer ensuite dans toutes les révolutions, en Russie et ailleurs : quand la machine est lancée, ce sont toujours les extrêmes qui gagnent, dans les flots de sang qu'ils n'hésitent pas à faire couler.

« **Paris est opprimé par les tyrans.** » Des « tyrans » : tel était le nom qu'avait osé donner aux Montagnards robespierristes le Rennais Jean-Denis Lanjuinais, un républicain libéral, à la tribune de la Convention nationale, électoralement dominée par les modérés, au milieu des coups de poing et de pistolet des extrémistes décidés à prendre le pouvoir par tous les moyens (justifiés par les fins, dirait plus tard Lénine).

Même avec ses beaux principes pleins la bouche, la Révolution française n'avait, hélas, que faire de la démocratie. La preuve : elle a fini par guillotiner les chefs des Girondins qui constituaient un groupe puissant à la Convention ! Dans son livre « Comment les démocraties finissent », paru en 1983, notre ami Jean-François Revel racontait le lent et lâche affaissement des démocraties devant la force brute de l'impérialisme soviétique. En perte de vitesse dans un monde fasciné par les populistes ou les tempéraments autoritaires à

la Poutine, il est temps que la démocratie se reprenne et cesse de donner des gages à ses ennemis qui veulent, avec des référendums à tout-va et une assemblée constituante, la dépiauter vivante.